

ADRESSE

A toutes les MUNICIPALITÉS *du Royaume.*

MAGISTRATS citoyens, le destin de la France est entre vos mains. Si l'amour du bien vous anime, vous serez les vrais Législateurs de votre Patrie. L'Assemblée Nationale a décrété; l'exécution de ses Décrets vous est confiée. Songez que c'est au milieu des débats les plus tumultueux, au sein des passions, qu'elle a prononcé ses oracles! L'intérêt des Provinces s'est affoibli dans l'éloignement; l'ascendant de Paris l'a dominée. Pour vous, placés plus près des objets, les voyant de sang froid, calculant leurs effets, analysant leurs résultats, vous les apprécierez mieux. Gardons-nous d'être les échos des détracteurs de l'Assemblée Nationale, mais ne soyons pas non plus les fanatiques enthousiastes de ses opérations. Elle s'acharne à la poursuite d'un beau idéal, d'une perfection chimérique; ce sont des rêves platoniques, bons pour exercer & satisfaire des esprits abstraits & contemplatifs; mais l'expérience

les démentiroit cruellement ; le réveil feroit affreux. Malheur à ceux qui fonnent le tocfin contre leurs Concitoyens ! croyez tous vos Députés également vertueux ; croyez, qu'infenfibles à tous les autres intérêts, ils n'ont travaillé que pour vous : mais tout ce qu'ils ont fait eft-il inutile ? tout ce qu'ils ont fait procurera-t-il le bonheur du Peuple ? Voilà l'important examen qui vous eft réfervé. Ne calomniez pas les intentions, mais ne foyez pas, & ne nous rendez pas victimes des erreurs. Vos Députés tiennent vos pouvoirs de vous ; examinez l'ufage qu'ils en ont fait, non pas pour leur imputer le mal, (il eft bien plus inftant de le réparer & de s'oppofer à fes progrès ;) mais pour ne pas vous livrer aveuglément aux funeftes fuites d'une illufion, fi vous voulez, patriotique. Prenez pour bafes de votre examen des vérités univerfellement reconnues & confignées dans tous vos cahiers. Vos Députés ont cru n'être pas liés par le ferment qu'ils avoient fait de les fuivre : un jeune Evêque n'a pas héfité de les en abfoudre ; & à fa voix l'Affemblée s'eft empreffée de fecouer ce joug religieux. Plaignez les Membres de s'être laiffés égarer par des fophifmes ; mais mettant de côté les hommes, examinez les chofes.

Vouliez-vous une nouvelle constitution qui, bouleversant la France, & en faisant, pour ainsi dire, une table rase, vous créât d'autres loix, d'autres mœurs, d'autres usages, d'autres principes civiles & religieux; ou vous étiez-vous bornés à désirer la réforme des abus qui défiguroient votre ancienne Constitution?

Vouliez-vous des Etats-généraux périodiques dont le retour fût nécessité par la cessation périodique des impôts; ou bien une Assemblée Nationale permanente, composée de membres indéfiniment permanens, qui réuniroient & absorberoient tous les pouvoirs, à la fois Législateurs, Juges, Dénonciateurs, Rois, Ministres, Inquisiteurs?

Vouliez-vous l'égalité dans la répartition des impôts sur tous les Citoyens, ou les vexations inouies exercées contre la vie & la fortune des possesseurs des Terres?

Vouliez-vous que la propriété fût inviolable pour tous, ou qu'il y eût des classes de Citoyens en haine desquels elle ne fût pas respectée?

Vouliez-vous qu'on vendît en faveur des sang-sues de l'Etat, des Capitalistes & des Agioteurs, le patrimoine des pauvres, les biens donnés à l'Eglise & consacrés au culte

des Autels, & cela au mépris de la Religion, de la ſaine politique & de la juſtice ; ou bien que, ſuivant l'eſprit des Fondateurs, on en fit une diſtribution plus égale & plus juſte ?

Vouliez-vous qu'on s'occupât du déſordre des Finances, pour lequel principalement avoient été convoqués les Etats-généraux, & des moyens d'y remédier ; ou bien qu'on l'augmentât monſtrueuſement en fomentant la non-perception des impôts, en ruinant le crédit, anéantiſſant le commerce, en forçant les Citoyens aiſés de s'expatrier pour fuir les dangers dont leur exiſtence eſt menacée ?

Vouliez-vous réclamer l'ancien droit de la Nation, de ne pouvoir être impoſée ſans ſon conſentement ; ou bien que l'on vous ſoumît ſans pudeur à la taxe du *quart de vos revenus*, décorée ſous le beau nom de *Contribution Patriotique*, ſans avoir juſtifié, par le tableau du déficit & des reſſources, la néceſſité, la meſure & l'emploi d'un impôt auſſi onéreux ?

Vouliez-vous qu'on anéantît le pouvoir judiciaire ; ou bien qu'on en élaguât les abus inſéparables de toutes les inſtitutions humaines ?

Vouliez-vous qu'on armât le peuple contre toute eſpèce de pouvoir légitime en ſoufflant l'anarchie ; ou bien qu'en le ſoulageant, on lui

fit aimer & l'empire des loix & l'autorité de celui qui les fait exécuter ?

Vouliez-vous qu'on excitât des troubles dans toutes les Provinces, qu'on semât l'esprit de division entre les différentes classes de Citoyens, au lieu de resserrer les liens qui, pour leur bonheur mutuel, doivent les unir ?

Vouliez-vous que la licence de la Presse empoisonnât tous les esprits de mille erreurs, fit germer dans tous les cœurs l'amour funeste d'une indépendance convulsive, & l'espoir séditieux de réaliser une égalité chimérique, contre laquelle la nature & le bon sens réclament également ?

Vouliez-vous que des Ecrivains à gages prissent à tâche d'abuser ce bon Peuple, que sa respectable simplicité livre sans défense à la séduction même la plus grossière ; que des misérables Journalistes ne cessassent pas leurs libelles incendiaires, de lui inspirer l'indifférence pour le culte de ses ancêtres, le mépris pour les Ministres de sa Religion, la haine & l'envie contre les Seigneurs, l'ingratitude contre les Magistrats qui jusqu'ici ont été son bouclier ; enfin une insurrection générale contre tous les principes conservateurs de l'ordre social ?

Vouliez-vous que la perſonne de votre bon Roi fût reſpectée, aimée de ſon Peuple, ou que toute l'Europe le vît avec indignation, avili, dégradé, captif au milieu de ſes ſujets, & qu'on violentât tellement ſa liberté, qu'entouré de chaînes, on le forçât de déclarer qu'il eſt libre?

Enfin vouliez-vous des formes ſalutaires qui produiſiſſent l'abondance, la paix & le bonheur, ou déſiriez-vous une révolution déſaſtreuſe qui ruine la France entière, depuis le ſceptre juſqu'à la houlette, qui la menace de ſa diſſolution prochaine, de la perte de ſes Colonies, du démembrement de ſes plus belles Provinces, qui déshonore la Nation, frappe de nullité ſon influence en Europe, dénature ſon caractère en la rendant féroce, & va peut-être en faire le théatre infortuné des horreurs d'une guerre civile?

Magiſtrats citoyens, ce tableau eſt effrayant, il n'eſt que trop fidèle; mais ne déſeſpérons pas de la Patrie, il en eſt temps encore; venez à ſon ſecours, prêtez-lui votre appui, interrogez votre patriotiſme, ſuivez-en l'impulſion généreuſe; c'eſt de notre bonheur à tous qu'il s'agit. Méfiez-vous du charlataniſme des mots! Combien on en a cruellement abuſé! Combien on

en abuſe encore ! Au milieu des imprécations lancées contre l'Aſſemblée, au milieu des louanges que lui prodiguent ſes prôneurs, ſoyez impaſſibles. Quelque défaveur qu'on jette ſur les perſonnes, jugez-les par leurs œuvres, ou plutôt ne les jugez pas, mais jugez leurs œuvres ; c'eſt votre devoir, c'eſt notre eſpoir. Vous voilà, par votre réunion, reſaiſis de tous les pouvoirs que vous aviez confiés. L'uſage qu'on en a fait ne peut vous être indifférent. Ce qui eſt formellement contraire à votre vœu, à celui qu'exprimoient vos cahiers, ne doit pas s'accomplir. Empêchez, ou du moins ſuſpendez juſqu'à la légiſlature prochaine, l'exécution des Décrets que vous jugerez dangereux, peu réfléchis ; à plus juſte titre encore, ceux qui compromettroient les droits ſacrés de la liberté & de la propriété. Les Loix ſont faites par vos délégués ; elles ſont faites pour vous, elles doivent vous convenir. Ne feriez-vous ſortis d'un deſpotiſme que pour retomber dans un autre mille fois plus funeſte, puiſqu'il ſeroit fort de votre volonté, de votre adoption, du caractère ſacré de la Loi dont vous l'auriez revêtu. Votre ſanction fut toujours néceſſaire ; elle le devient plus que jamais, puiſqu'elle doit ſuppléer celle du Roi, qui n'eſt plus qu'une

formalité vaine & dérisoire. Temporiser n'offre aucun inconvénient. Ce sage délai mûrira les idées, calmera l'effervescence des esprits. Soyez les Fabius de la France; elle n'a eu jusqu'ici que trop de Varron qui la précipitent vers sa décadence.

Employez sagement cette force d'inertie que vous avez en votre pouvoir. Elle seule peut sauver notre malheureuse Patrie. Vous êtes honorés du choix de vos Concitoyens; sans doute vous le méritez; vous aimez la justice, l'ordre, la paix, la prospérité de ce Royaume; c'est en vous seuls que nous espérons, c'est vous seuls que craignent les ennemis de la France. Justifiez notre espoir & leurs alarmes.